



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de  
la protection des populations**

Service Protection de l'environnement  
Tél. : 05 24 73 38 00  
Mél : [ddpp-env@gironde.gouv.fr](mailto:ddpp-env@gironde.gouv.fr)

Bruges, le 22 décembre 2025

Réf : 2025-05992

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 3 décembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BARON PHILIPPE DE ROTHSCHILD SA**

Zone artisanale  
33112 SAINT-LAURENT-MÉDOC

#### **1) Contexte.**

Le présent rapport rend compte de la visite d'inspection réalisée le 3 décembre 2025 de l'établissement de la société BARON PHILIPPE DE ROTHSCHILD SA, implanté Zone artisanale à SAINT-LAURENT-MÉDOC (33112).

L'inspection a été annoncée le 13 novembre 2025.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection portait sur les conditions d'exploitation du site vis-à-vis des dispositions de l'arrêté préfectoral 14486/3 du 3 décembre 2010, de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juillet 2023 et des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié *relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement*, applicables aux installations existantes.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BARON PHILIPPE DE ROTHSCHILD SA
- Zone artisanale - 33112 SAINT-LAURENT-MÉDOC
- Siret : 45920264400108
- Code AIOT dans GUN : 0005201192
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BARON PHILIPPE DE ROTHSCHILD SA exploite un établissement de préparation, conditionnement de vins et de stockage de matières combustibles en entrepôts couverts, relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques rubrique 2251 « Préparation, conditionnement de

vins » et rubrique 1510 « Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques ».

L'exploitation de cet établissement est encadrée par :

- l'Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter 14486/3 du 3 décembre 2010,
- l'Arrêté préfectoral complémentaire du 20 juillet 2023.

Le site est implanté sur les parcelles 250, 481, 485, 487, 489, 491, 493, 495, 561 de la section cadastrale WO et couvre une surface d'environ 18,18 ha.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants°:**

- Gestion de l'établissement
- Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
- Prévention des accidents et des pollutions
- Photovoltaïque

## **2) Constats.**

### **2.1) Introduction.**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée°une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes°:

- le nom donné au point de contrôle°;
- la référence réglementaire de la°prescription°contrôlée°;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite°;
- la prescription contrôlée°;
- à l'issue du contrôle°:
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées°;
  - ♦ les observations éventuelles°;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous)°;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet°; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites°:

- «Faits sans suite administrative»°;
- «Faits avec suites administratives»°: les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec°:
  - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription)°;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives°;
- «Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète»°: dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2.2) Bilan synthétique des fiches de constats.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante°:

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives<sup>❶</sup>:**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 7.5.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 7.5.2.1.	Demande d'action corrective	2 mois
10	Contrôle étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, § 23	Demande d'action corrective	2 mois
13	Étude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII, 1.	Demande d'action corrective	2 mois
15	Signalement de l'unité de production photovoltaïque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 33	Demande d'action corrective	2 mois
16	Procédures de mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 34	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives<sup>❶</sup>:**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations concernées par une rubrique ICPE	AP Complémentaire du 20/07/2023, article 2	Sans objet
2	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 4.1.1.	Sans objet
3	VLE des eaux résiduaires après épuration	Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 4.3.10.1.	Sans objet
4	Zonage interne à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 7.1.1.	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 7.2.3.	Sans objet
6	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 7.2.4.	Sans objet
7	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 7.3.1.	Sans objet
11	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, § 2 III	Sans objet
14	Dossier photovoltaïque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 30	Sans objet
17	Système d'alarme	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 35	Sans objet
18	Dispositifs de coupure d'urgence	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38	Sans objet
19	Câbles de courant continu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 42	Sans objet
20	Vérification de l'unité de production photovoltaïque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 43	Sans objet

**2.3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats.**

L'inspection du 3 décembre 2025 a permis de constater que la société BARON PHILIPPE DE ROTHCHILD SA se conforme aux prescriptions contrôlées relatives à la protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques de l'arrêté préfectoral 14486/3 du 3 décembre 2010.

En ce qui concerne la prévention des risques technologiques et l'exploitation d'une unité de production photovoltaïque des mesures correctives doivent être apportées en vue de compléter la défense contre l'incendie du site et de permettre de bonnes conditions d'intervention des secours en cas de nécessité.

## 2.4) Fiches de constats.

### N° 1°: Liste des installations concernées par une rubrique ICPE

<b>Référence réglementaire°:</b> AP Complémentaire du 20/07/2023, article 2			
<b>Thème(s)°:</b> Situation administrative, Nature des installations			
<b>Prescription contrôlée°:</b> Les installations autorisées sont répertoriées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Ce dernier abroge et remplace tout tableau de classement antérieur.			
Rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité maximale	Régime (1)
2251-B1	<b>Préparation et conditionnement de vins</b> La capacité de production étant supérieure à 20 000 hl/an	Capacité de vinification : 9875 hl/an Capacité de mise en bouteilles : 150 000 hl/an Capacité de stockage (cuvée) : 178 000 hl	E
1510-2	<b>Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts</b> Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup>	Quantité de matières combustibles stockées (vin conditionné, matières sèches, tiré-bouché) : 1372,5 tonnes Volume des entrepôts : 111 390 m <sup>3</sup>	E
<b>Constats°:</b> L'exploitation de l'établissement situé SAINT-LAURENT-MÉDOC de la société BARON PHILIPPE DE ROTHSCHILD SA est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation 14486/3 du 3 décembre 2010 et par l'arrêté préfectoral complémentaire 20 juillet 2023, pour une capacité de production de 159875 hl/an (activité de préparation, conditionnement de vins de 108 363 hl en 2023, 94 062 hl en 2024 et environ 82 000 hl à mi-novembre 2025). En ce qui concerne l'activité de stockage de matières combustibles en entrepôt couvert, celle-ci n'a pas évolué. Toutefois, et conformément aux dispositions de la fiche I.2.4 du guide « Entrepôt », l'ensemble constitué par la zone de stockage de matières sèches et par la zone dédiée au conditionnement, la totalité de cet ensemble d'environ 6500 à 7000 m <sup>2</sup> est à considérer dédié au stockage et constitue une installation, pourvue d'une toiture, dédiée au stockage (IPD) relevant de la rubrique 1510 « Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques » de la nomenclature des installations classées. Enfin, l'exploitant a un projet de recouvrir une zone de stockage de palettes bois, actuellement en extérieure, d'un auvent recouvert de panneaux photovoltaïques en toiture. Conformément aux dispositions de la fiche IV.1.1 du guide « Entrepôt », cet auvent constituera une IPD et relèvera de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées.			
<b>Type de suites proposées°:</b> Sans suite			

### N° 2°: Origine des approvisionnements en eau

<b>Référence réglementaire°:</b> Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 4.1.1.
<b>Thème(s)°:</b> Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

**Prescription contrôlée°:**

Les installations sont alimentées en eau par le réseau public d'adduction d'eau potable. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Le refroidissement en circuit ouvert est interdit.

La consommation annuelle d'eau ne doit pas excéder 40 000 m<sup>3</sup>.

Tout dépassement de la consommation annuelle d'eau définie ci-dessus devra faire l'objet d'une justification écrite de la part de l'exploitant qui sera transmise à l'inspection des installations classées.

**Constats°:**

L'eau provient du réseau d'adduction d'eau potable.

Les consommations d'eau sont réalisées par télé-relève permettant de connaître la consommation d'eau, bâtiment par bâtiment, jusqu'à une fréquence quotidienne.

Pour 2023, le site a consommé 30 116 m<sup>3</sup> pour une activité totale de préparation et de conditionnement de vins de 108 363 hl, soit un ratio « consommation en eau - activité de préparation et conditionnement de vins » global de 2,78.

Pour 2024, le site a consommé 22 652 m<sup>3</sup> pour une activité totale de préparation et de conditionnement de vins de 94 062 hl, soit un ratio global de 2,41.

Pour 2025, jusqu'à mi-novembre, le site a consommé 18 475 m<sup>3</sup> pour une activité totale de préparation et de conditionnement de vins de 81 819 hl, soit un ratio global de 2,26.

**Type de suites proposées°:** Sans suite

**N° 3°: VLE des eaux résiduaires après épuration**

**Référence réglementaire°:** Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 4.3.10.1.

**Thème(s)°:** Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

**Prescription contrôlée°:**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
MEST	35	15 kg/j
DBO5	30	30 kg/j
DCO	125	100 kg/j
Azote Kjeldahl	15	
Phosphore total	10	
Indices phénols	0,3	

**Constats°:**

L'exploitant déclare ses résultats d'autosurveillance de ses rejets d'eaux résiduaires industrielles (ERI) rejetées au milieu naturel, via l'application GIDAF.

Les résultats d'autosurveillance de novembre 2023 à octobre 2025 ont pu être consultés.

Par rapport aux valeurs limites d'émission prescrites :

Le débit journalier d'ERI entrant dans la station d'épuration oscille entre 91 et 213 m<sup>3</sup>/j, pour un débit journalier estimé à 132 m<sup>3</sup>/j.

La température des ERI rejetées demeure inférieure à 30 °C et leur pH oscille entre 4,5 et 8,47.

Pour le paramètre MES, la concentration maximale des ERI rejetées oscille entre 1 et 32 mg/l, pour une valeur limite d'émission prescrite à 35 mg/l ; le flux journalier rejeté est compris entre 0,07 kg/j et 2,05 kg/j.

Pour le paramètre DBO5, la concentration maximale des ERI rejetées oscille entre 1,5 et 32 mg/l, pour une valeur limite d'émission prescrite à 30 mg/l ; le flux journalier rejeté est compris entre 0,07 kg/j et 1,82 kg/j.

Lors du dépassement de la valeur limite d'émission survenu en janvier 2025, l'exploitant indique, comme mesure corrective, la recirculation des ERI ; Au mois de février 2025, la concentration maximale des ERI rejetées était inférieure à 3 mg/l.

Pour le paramètre DCO, la concentration maximale des ERI rejetées oscille entre 30 et 107 mg/l, pour une valeur limite d'émission prescrite à 125 mg/l ; le flux journalier rejeté est compris entre 0,93 kg/j et 7,58 kg/j.

Pour le paramètre NKJ, la concentration maximale des ERI rejetées oscille entre 1,9 et 8,3 mg/l, pour une valeur limite d'émission prescrite à 15 mg/l ; le flux journalier rejeté est compris entre 0,04 kg/j et 0,78 kg/j.

Pour le paramètre Phosphore total, la concentration maximale des ERI rejetées oscille entre 2,67 et 11,6 mg/l, pour une valeur limite d'émission prescrite à 10 mg/l, par l'arrêté préfectoral du 9 avril 2014, aujourd'hui abrogé. Cette valeur limite d'émission n'a pas été reprise par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juillet 2023. Le flux journalier rejeté est compris entre 0,024 kg/j et 0,92 kg/j.

Lors du dépassement de la valeur limite d'émission survenu en juin 2024, l'exploitant indique, comme mesure corrective, la surveillance des ERI ; Au mois de juillet 2024, la concentration maximale des ERI rejetées était de 8,74 mg/l.

Pour le paramètre Indice Phénol, la concentration maximale des ERI rejetées respecte la valeur limite d'émission prescrite (0,3 mg/l).

Pour le paramètre Cuivre et ses composés, la concentration des ERI rejetées atteint 0,02 µg/l en novembre 2023 et 50 µg/l en juillet 2025 ; le flux journalier rejeté atteint 2,15 g/j.

Pour le paramètre Zinc et ses composés, la concentration des ERI rejetées atteint 0,02 µg/l en novembre 2023 et 73 µg/l en septembre 2024 ; le flux journalier rejeté atteint 3,7 g/j.

L'exploitant a présenté les mesures correctives mises en œuvre à chaque dépassement de valeurs limites d'émission ci-dessus (recirculation et surveillance) ; Les flux quotidiens rejetés demeurent inférieurs aux flux prescrits.

**Type de suites proposées** : Sans suite

#### N° 4°: Zonage interne à l'établissement

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 7.1.1.

**Thème(s)** : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques

**Prescription contrôlée** :

L'exploitant recense les zones de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts visés au L. 511-1 du code de l'environnement.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

(...).

**Constats** :

L'exploitant dispose d'un plan du site représentant les différents locaux à risque (chaufferies, cellules de stockage, etc.) et du champ photovoltaïque ainsi que l'estimation des quantités de matières combustibles stockées dans les 3 cellules de stockage.

**Type de suites proposées** : Sans suite

#### N° 5°: Installations électriques

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 7.2.3.

**Thème(s)** : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques

**Prescription contrôlée** :

Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

(...).

**Constats** :

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 26 novembre 2025, les derniers rapports de vérification des installations électriques réalisée par la société APAVE, entre juin et août 2025.

Ces rapports de vérification font état de 47 observations dont 20 déjà signalées relatives :

- au serrage mal assuré des connexions de conducteurs souples (2),



- à 2 équipements en mauvais état (1 bouton test défectueux, 1 ouverture dangereuse d'un coffret détérioré),
- à un dispositif de coupure d'urgence non opérant (1),
- à des orifices laissant accessibles des parties actives (1),
- à des continuités à la terre inexistantes de la masse (2),
- à une entrée de câble défectueuse (1),
- à une section des conducteurs du circuit est insuffisante vis-à-vis de la charge raccordée (1),

L'exploitant a également transmis :

- 9 comptes rendus de vérification périodique Q18, établi par la société APAVE, le 14 août 2025, dont un seul qui conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion pour absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités.

- le compte rendu de contrôle d'une installation électrique par thermographie infrarouge Q19, établi par la société APAVE, le 03 septembre 2025, ne fait pas état d'anomalie constatée.

Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a communiqué le 3 décembre 2025, la mesure corrective apportée concernant une absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités dans le bâtiment « Embouteillage » avec le remplacement d'un disjoncteur intervenu dès juin 2025.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté la proposition commerciale validée relative à l'installation de parafoudres.

Le suivi et la levée des anomalies constatées sont réalisées en interne par Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO).

**Type de suites proposées°:** Sans suite

## N° 6°: Protection contre la foudre

**Référence réglementaire°:** Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 7.2.4.

**Thème(s)°:** Risques accidentels, Prévention des risques technologiques

### Prescription contrôlée°:

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

### Constats°:

L'exploitant a procédé à une actualisation de l'analyse du risque foudre du site, en novembre 2024, afin de prendre en compte l'unité de production photovoltaïque au sol, conformément aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié *relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation*.

Une vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre a été réalisée 8 juillet 2025 par la société FRANKLIN SUD-OUEST. Cette vérification ne fait pas état de non conformité mais comporte une réserve relative à l'absence de DOE justifiant la conformité des matériels posés. Ce rapport de vérification complète indique que les 2 compteurs de coup de foudre sont à 0 impact. Le compteur de foudre vu au cours de l'inspection mentionnait bien aucun impact.

**Type de suites proposées°:** Sans suite

## N° 7°: Consignes d'exploitation

**Référence réglementaire°:** Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 7.3.1.

**Thème(s)°:** Risques accidentels, Prévention des risques technologiques

### Prescription contrôlée°:

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

(...).

- Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;  
(...).
- Les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.5.3 ;  
(...).
- La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;  
(...).

**Constats<sup>o</sup>:**

Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis ses consignes relatives aux procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations (électricité, photovoltaïque compris, gaz), l'organisation de l'évacuation et de la première intervention en interne, à la mise en œuvre des dispositifs permettant de confiner tout déversement accidentel et les eaux d'extinction incendie au sein des limites de l'établissement.

**Type de suites proposées<sup>o</sup>:** Sans suite

## N° 8<sup>o</sup>: Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire<sup>o</sup>:** Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 7.5.1.

**Thème(s)<sup>o</sup>:** Risques accidentels, Prévention des risques technologiques

**Prescription contrôlée<sup>o</sup>:**

L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, et dispose a minima :

- D'un système de détection automatique d'incendie ;
- D'un système d'extinction automatique d'incendie, pour le bâtiment de stockage de produits finis, comprenant une réserve de 436 m<sup>3</sup>, une motopompe tenue hors-gel, une armoire de commande, un réseau tenant compte de la structure et de l'aménagement du bâtiment de stockage ;
- De 7 poteaux incendie implantés sur le site, d'un diamètre nominal de 100 mm. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie. Les appareils d'incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours).

Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les réseaux sont en mesure de fournir un débit minimum de 120 mètres cubes par heure durant deux heures ;

- D'une réserve d'eau, de 450 m<sup>3</sup>, à l'est de l'entrepôt disposant d'une aire permettant le stationnement d'un engin et équipée de deux colonnes d'aspiration d'un diamètre nominal de 100<sup>o</sup>mm ;
- De deux réserves d'eau "bâches incendie", la première de 120 m<sup>3</sup>, au nord de l'entrepôt, disposant d'une aire permettant le stationnement d'un engin et équipée d'une colonne d'aspiration d'un diamètre nominal de 100 mm et la seconde de 240 m<sup>3</sup>, au sud de l'entrepôt, disposant de deux aires de stationnement, équipées chacune d'une colonne d'aspiration d'un diamètre nominal de 100 mm. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ;
- D'une réserve d'eau constituée par le bassin d'observation de la station d'épuration d'une capacité de 300 m<sup>3</sup> ;
- D'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- De robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues, pour l'entrepôt de stockage et au réseau d'adduction d'eau pour les autres bâtiments. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.
- De réserves d'absorbant.

(...).

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.



**Constats<sup>o</sup>:**

La défense du site contre l'incendie est constituée par :

- Les 7 poteaux incendie privés n°31, n°32, n°51, n°52, n°55, n°56, n°57, disponibles mais qui ne peuvent être sollicités qu'individuellement. A ce jour ces PEI ne sont pas identifiés avec la numérotation officielle référencée par le SDIS mais juste par une numérotation interne.
- Les 3 réserves d'eau privées n°98 de 450 m<sup>3</sup>, n°116 de 120 m<sup>3</sup> et n°104 de 240 m<sup>3</sup>.
- Le bassin d'observation de la station d'épuration n'a jamais été équipé d'un module d'aspiration ; par ailleurs, cette station d'épuration collecte également les eaux usées sanitaires du site.
- Des extincteurs et des robinets incendie armés répartis sur le site.

A ce jour, la plus grande cellule compartimentée par des parois REI120, regroupe les activités de conditionnement de vin et de stockage de matières combustibles (matières sèches et palettes de bouteilles vides en verre) et représente environ 6500 m<sup>2</sup>.

Par courriel du 3 décembre 2025, postérieurement à l'inspection, l'exploitant a communiqué son évaluation des besoins en eau incendie à partir du document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020).

Le débit calculé ressort à 404 m<sup>3</sup>/h, pour un débit retenu à 390 m<sup>3</sup>/h (arrondi au multiple de 30 m<sup>3</sup>/h le plus proche) et 780 m<sup>3</sup> pour 2 heures.

Ce débit de 390 m<sup>3</sup>/h est couvert par un poteau incendie (60 m<sup>3</sup>/h), les réserves n°116 et 104 pour un débit de 180 m<sup>3</sup>/h, la réserve n°98 pour un débit de 120 m<sup>3</sup>/h. Un déficit de 30 m<sup>3</sup>/h reste à combler. L'exploitant propose d'équiper la réserve n°98 d'un second module d'aspiration (colonne de 150 mm, terminée par 2 raccords de 100 mm).

Enfin, le site a formé 21 personnes au maniement des robinets incendie armés (formation en 2022 ou 2025).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat<sup>o</sup>:**

Justifier l'échéancier et les conditions de mise en œuvre du second module d'aspiration.

**Type de suites proposées<sup>o</sup>:** Avec suites

**Proposition de suites<sup>o</sup>:** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais<sup>o</sup>:** 2 mois

**N° 9<sup>o</sup>: Entretien des moyens d'intervention**

**Référence réglementaire<sup>o</sup>:** Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 7.5.2.1.

**Thème(s)<sup>o</sup>:** Risques accidentels, Prévention des risques technologiques

**Prescription contrôlée<sup>o</sup>:**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

**Constats<sup>o</sup>:**

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 26 novembre 2025, les derniers rapports de vérifications concernant :

- Les extincteurs : Vérification postérieure aux travaux réalisés suite à la vérification de novembre 2024, par la société CHRONOFEU, 24 février 2025 ; 253 extincteurs et aucune anomalie.
- Les robinets incendie armés : Vérification annuelle, par la société CHRONOFEU, 24 février 2025 ; 35 RIA et 5 anomalies mentionnées (RIA à remplacer, fuites d'eau).
- Les poteaux incendie privés : Essai annuel, par la société CHRONOFEU, 22 janvier 2025 ; sur les 7 poteaux incendie, 3 poteaux n'atteignent pas un débit de 60 m<sup>3</sup>/h à 1 bar (débit constaté à 43, 44 et 54 m<sup>3</sup>/h).
- Les exutoires : Vérification annuelle par la société CHRONOFEU, le 18 février 2025 : 169

matériels vérifiés et 8 fuite depuis des vérins identifiés.

- L'extinction automatique : Compte rendu semestriel Q1 d'un système sprinklers du 13 janvier 2025 avec le remplacement de la centrale d'alarme et du 1<sup>er</sup> septembre 2025 et compte-rendu de la visite triennale du 4 mars 2025 mentionnant des matériels en mauvais état (clapets, visserie, vannes) et préconisant le remplacement de la pompe jockey.
- Le système de détection incendie : Comptes rendus de vérification périodique Q7, par la société INEO AQUITAINE, en date du 11 juin 2025 qui ne font état d'anomalie.
- Les portes coupe-feu : Vérification périodique du 18 novembre 2025, par la société OTIS : 4 portes séparatives et aucune anomalie.

Par ailleurs, lors de l'inspection, un essai satisfaisant d'un des 2 groupes motopompes du système de sprinklage a été réalisé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat<sup>o</sup>:**

Justifier les mesures correctives mises en œuvre en réponse aux anomalies constatées ainsi leurs conditions de levée.

**Type de suites proposées<sup>o</sup>:** Avec suites

**Proposition de suites<sup>o</sup>:** Demande d'action corrective

**Proposition de délais<sup>o</sup>:** 2 mois

**N° 10<sup>o</sup>: Contrôle étanchéité**

**Référence réglementaire<sup>o</sup>:** Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4.

**Thème(s)<sup>o</sup>:** Risques chroniques, Prévention des risques technologiques

**Prescription contrôlée<sup>o</sup>:**

La période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1<sup>er</sup> est précisée dans le tableau suivant :

CATÉGORIE DE FLUIDE	CHARGE EN FLUIDE FRIGORIGÈNE DE L'ÉQUIPEMENT	PÉRIODE DES CONTRÔLES en l'absence de système permanent de détection de fuite répondant aux exigences du I. et II. de l'article 3	PÉRIODE DES CONTRÔLES si un système permanent de détection de fuite répondant aux exigences du I. et II. de l'article 3 est installé
HCFC	2 kg ≤ charge < 30 kg	12 mois	
	30 kg ≤ charge < 300 kg	6 mois	
	300 kg ≤ charge	3 mois	
HFC, PFC	5 t. éq. CO <sub>2</sub> ≤ charge < 50 t. éq. CO <sub>2</sub>	12 mois	24 mois
	50 t. éq. CO <sub>2</sub> ≤ charge < 500 t. éq. CO <sub>2</sub>	6 mois	12 mois
	500 t. éq. CO <sub>2</sub> ≤ charge	Équipement mobile	3 mois
		Équipement fixe	6 mois
		Équipement fixe répondant à l'exception prévue au III de l'article 3	3 mois

**Constats<sup>o</sup>:**

Groupes frigorifiques : transmissions de 16 résultats de contrôle d'étanchéité d'équipements frigorifiques avec une charge unitaire supérieure à 2 kg de fluides :

1 groupes frigorifiques contenant 37,2 kg de fluide R 32 (PRP : 675), soit 25,11 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> : dernier contrôle d'étanchéité annuel réalisé le 11 juin 2025 satisfaisant

2 groupes frigorifiques dont un contenant 95 kg de fluide R 134a (PRP : 1 430), soit 135,85 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> : dernier contrôle d'étanchéité semestriel réalisé le 11 juin 2025 satisfaisant,

3 groupes frigorifiques dont deux contenant chacun 34,5 kg de fluide R 407C (PRP : 1 774), soit 61,2 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> : dernier contrôle d'étanchéité semestriel réalisé le 11 juin 2025 satisfaisant,

10 groupes frigorifiques dont un contenant 27,5 kg et deux contenant chacun 40 kg de fluide R 410A (PRP : 2 088), soit 57,42 et 83,52 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> : dernier contrôle d'étanchéité semestriel réalisé le 11 juin 2025 satisfaisant,

Contrôle d'étanchéité réalisé par la société THERMINOX, qui bénéficie de l'attestation de capacité

12 236.

En 2025, 49,35 kg de fluides ont été récupérés et 50,08 kg de fluides ont été chargés ; toutefois, les fiches d'intervention concernant l'équipement GF CUVIERE 10111, en date des 28 mars et 10 septembre 2025 n'ont pas été communiquées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat°:**

Transmettre les fiches d'intervention correspondantes ainsi que les éventuelles fiches d'interventions connexes relatives aux constats de fuite, à la mise à l'arrêt de l'équipement, à la vidange, etc. justifiant les mesures correctives mises en œuvre en réponse à ces anomalies.

**Type de suites proposées°:** Avec suites

**Proposition de suites°:** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais°:** 2 mois

### N° 11°: Règles d'implantation

**Référence réglementaire°:** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, § 2 III

**Thème(s)°:** Risques accidentels, Règles d'implantation

**Prescription contrôlée°:**

III. Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt. La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.

(...).

Pour les installations existantes et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1er janvier 2021, cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2025. Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale, susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré, est inférieure à 10 m<sup>3</sup> de matières ou produits combustibles et à 1 m<sup>3</sup> de matières, produits ou déchets inflammables.

A l'exception du logement éventuel pour le gardien de l'entrepôt, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté.

**Constats°:**

Au cours de l'inspection, aucun stockage extérieur de matières combustibles n'a été constaté à moins de 10 mètres des parois externes des cellules de stockage.

**Type de suites proposées°:** Sans suite

### N° 12°: Plan de défense incendie

**Référence réglementaire°:** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, § 23

**Thème(s)°:** Risques accidentels, Plan de défense incendie

**Prescription contrôlée°:**

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées°;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

#### **Constats<sup>o</sup>:**

Le plan de défense incendie dans sa version 15 a été communiqué postérieurement à l'inspection, le 3 décembre 2025, avec la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique.

Ce plan de défense incendie est à compléter avec :

- les dispositions à prendre pour l'unité de production photovoltaïque (consignes particulières relatives à la mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque après actionnement des dispositifs de coupure, parties de l'installation restant sous tension (courant continu et courant alternatif) selon le dispositif de coupure utilisé (au niveau des onduleurs ou poste électrique basse tension).
- les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie (personnel formé aux tâches de sécurité incendie présent en permanence, renforcement des autres moyens d'extinction, tenus prêts à l'emploi, autres mesures nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.)

**Type de suites proposées<sup>o</sup>:** Avec suites

**Proposition de suites<sup>o</sup>:** Demande d'action corrective

**Proposition de délais<sup>o</sup>:** 2 mois

### **N° 13<sup>o</sup>: Etude des effets thermiques**

**Référence réglementaire<sup>o</sup>:** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII, 1.

**Thème(s)<sup>o</sup>:** Risques accidentels, Dispositions applicables aux installations existantes

#### **Prescription contrôlée<sup>o</sup>:**

L'exploitant élabore avant le 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du

stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

**Constats<sup>o</sup>:**

L'exploitant a transmis une étude des effets thermiques en date de janvier 2021, par la méthode FLUMILOG, de l'incendie de la cellule de stockage de tiré-bouché et de la zone de stockage de matières sèches au sein des locaux de 6500 m<sup>2</sup> dédiés au conditionnement de vins et au stockage de matières sèches. Cette étude a été réalisée en considérant des palettes personnalisées de matières sèches (cartons) et de vins conditionnés (tiré-bouché en palox métalliques). Les résultats des modélisations montrent que les effets thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup> n'atteignent pas de limites de propriété.

L'évaluation initiale des flux thermiques pour la cellule de 6000 m<sup>2</sup> sprinklée a été réalisée en 2009, avant que la méthode FLUMILOG ne devienne la méthode de référence à partir d'avril 2010. Le pignon sud-ouest de cette cellule est implanté à au moins 29 mètres des limites de propriété ouest. L'évaluation des flux thermiques par la méthode FLUMILOG pour cette cellule de 6000 m<sup>2</sup> sprinklée, reste à réaliser.

**Type de suites proposées<sup>o</sup>:** Avec suites

**Proposition de suites<sup>o</sup>:** Demande d'action corrective

**Proposition de délais<sup>o</sup>:** 2 mois

## N° 14<sup>o</sup>: Dossier photovoltaïque

**Référence réglementaire<sup>o</sup>:** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 30

**Thème(s)<sup>o</sup>:** Risques accidentels, Équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque

**Prescription contrôlée<sup>o</sup>:**

L'exploitant tient par ailleurs à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments suivants :

- la fiche technique des panneaux ou films photovoltaïques fournie par le constructeur ;
- une fiche comportant les données utiles en cas d'incendie ainsi que les préconisations en matière de lutte contre l'incendie ;
- les documents attestant que les panneaux photovoltaïques répondent à des exigences essentielles de sécurité garantissant la sécurité de leur fonctionnement. Les attestations de conformité des panneaux photovoltaïques aux normes énoncées au point 14.3 des guides UTE C 15-712 version de juillet 2013, délivrées par un organisme certificateur accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), permettent de répondre à cette exigence ;
- les documents justifiant que l'entreprise chargée de la mise en place de l'unité de production photovoltaïque au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement possède les compétences techniques et organisationnelles nécessaires. L'attestation de qualification ou de certification de service de l'entreprise réalisant ces travaux, délivrée par un organisme certificateur accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), permet de répondre à cette exigence ;
- le plan de surveillance des installations à risques, pendant la phase des travaux d'implantation de l'unité de production photovoltaïque ;
- les plans du site ou, le cas échéant, les plans des bâtiments, auvents ou ombrières, destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours et signalant la présence d'équipements photovoltaïques ;
- une note d'analyse justifiant :
  - le comportement mécanique de la toiture ou des structures modifiées par l'implantation de panneaux ou films photovoltaïques ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>la bonne fixation et la résistance à l'arrachement des panneaux ou films photovoltaïques aux effets des intempéries ;</li> <li>l'impact de la présence de l'unité de production photovoltaïque en matière d'encombrement supplémentaire dans les zones susceptibles d'être atteintes par un nuage inflammable et identifiées dans l'étude de dangers, ainsi qu'en matière de projection d'éléments la constituant pour les phénomènes d'explosion identifiés dans l'étude de dangers ;</li> <li>la maîtrise du risque de propagation vers toute installation connexe lors de la combustion prévisible des panneaux en l'absence d'une intervention humaine sécurisée ;</li> </ul> <p>- les justificatifs démontrant le respect des dispositions prévues aux articles 31, 32 et 37 du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant identifie les dangers liés à un choc électrique pour les services d'incendie et de secours lorsque les moyens d'extinction nécessitent l'utilisation d'eau, et définit les conditions et le périmètre dans lesquels ces derniers peuvent intervenir.</p> <p><b>Constats<sup>o</sup>:</b>  Les informations et documents correspondant ont été annexés au dossier de porter à connaissance de juin 2023. L'exploitant dispose de plans du site destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours et signalant la présence d'équipements photovoltaïques.  L'unité de production photovoltaïque au sol est implantée à 6,7 mètres de la paroi extérieure ouest de la zone de production (conditionnement de vins).  Un extincteur sur roues était positionné à proximité de l'unité de production photovoltaïque.</p> <p><b>Type de suites proposées<sup>o</sup>:</b> Sans suite</p>
--

#### N° 15<sup>o</sup>: Signalement de l'unité de production photovoltaïque

<b>Référence réglementaire<sup>o</sup>:</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 33
<b>Thème(s)<sup>o</sup>:</b> Risques accidentels, Équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque
<p><b>Prescription contrôlée<sup>o</sup>:</b>  L'unité de production photovoltaïque est signalée afin de faciliter l'intervention des services de secours. En particulier, des pictogrammes dédiés aux risques photovoltaïques, définis dans les guides pratiques UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution et UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie, sont apposés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à l'extérieur du bâtiment, auvent ou ombrière au niveau de chacun des accès des secours ;</li> <li>- au niveau des accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ;</li> <li>- tous les 5 mètres sur les câbles ou chemins de câbles qui transportent du courant continu. Lorsque l'unité de production photovoltaïque est positionnée au sol, le présent alinéa ne s'applique qu'aux câbles et chemins de câbles situés en périphérie de celle-ci.</li> </ul> <p>Un plan schématique de l'unité de production photovoltaïque est apposé à proximité de l'organe général de coupure et de protection du circuit de production, en vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les emplacements des onduleurs sont signalés sur les plans mentionnés à l'alinéa 8 de l'article 30 et destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p><b>Constats<sup>o</sup>:</b>  Des pictogrammes dédiés aux risques photovoltaïques sont présents au niveau des chemins de câbles situés en périphérie de l'unité de production photovoltaïque (chemin de câbles aménagé sur la hauteur de la façade extérieure de la zone de stockage de matières sèches).  L'emplacement précis des 2 onduleurs reste à signaler dans les plans annexés au plan de défense incendie et un plan schématique de l'unité de production photovoltaïque reste à apposer à proximité de l'organe général de coupure et de protection du circuit de production.</p> <p><b>Type de suites proposées<sup>o</sup>:</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites<sup>o</sup>:</b> Demande d'action corrective</p> <p><b>Proposition de délais<sup>o</sup>:</b> 2 mois</p>



## N° 16°: Procédures de mise en sécurité

<b>Référence réglementaire°:</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 34
<b>Thème(s)°:</b> Risques accidentels, Équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque
<b>Prescription contrôlée°:</b> L'exploitant définit des procédures de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Ces procédures consistent en l'actionnement des dispositifs de coupure mentionnés à l'article 38. Les procédures de mise en sécurité définies à l'alinéa précédent sont jointes au plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les procédures de mise en sécurité et les plans mentionnés à l'alinéa 8 de l'article 30 sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas d'intervention.
<b>Constats°:</b> Les procédures de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque restent à préciser notamment lors de l'actionnement des différents dispositifs de coupure d'urgence (parties de l'installation et câbles restant sous tension (courant continu et courant alternatif pour le chemin de câbles en façade et en toiture du bâtiment de production (stockage de matières sèches)), selon le dispositif de coupure utilisé (au niveau des onduleurs ou au poste électrique basse tension).
<b>Type de suites proposées°:</b> Avec suites
<b>Proposition de suites°:</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais°:</b> 2 mois

## N° 17°: Système d'alarme

<b>Référence réglementaire°:</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 35
<b>Thème(s)°:</b> Risques accidentels, Équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque
<b>Prescription contrôlée°:</b> Chaque unité de production photovoltaïque est dotée d'un système d'alarme permettant d'alerter l'exploitant de l'installation, ou une personne qu'il aura désignée, d'un événement anormal pouvant conduire à un départ de feu sur l'unité de production photovoltaïque. Une détection liée à cette alarme s'appuyant sur le suivi des paramètres de production de l'unité permet de répondre à cette exigence. En cas de déclenchement de l'alarme, l'exploitant procède à une levée de doute (nature et conséquences du dysfonctionnement) soit en se rendant sur place, soit grâce à des moyens de contrôle à distance. Les dispositions permettant de respecter les deux alinéas précédents sont formalisées dans une procédure tenue à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. En cas d'intervention de ces derniers, l'exploitant les informe de la nature des emplacements des unités de production photovoltaïques (organe général de coupure et de protection, façades, couvertures, etc.) et des moyens de protection existants, à l'aide des plans mentionnés à l'alinéa 8 de l'article 30.
<b>Constats°:</b> Un système d'alarme, à distance, est présent sur l'unité de production photovoltaïque (télé-relève). Le suivi des paramètres de production de l'unité photovoltaïque est réalisé par un organisme tiers.
<b>Type de suites proposées°:</b> Sans suite

## N° 18°: Dispositifs de coupure d'urgence

<b>Référence réglementaire°:</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38
<b>Thème(s)°:</b> Risques accidentels, Équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque
<b>Prescription contrôlée°:</b> Des dispositifs électromécaniques de coupure d'urgence permettent d'une part, la coupure du réseau de distribution, et d'autre part la coupure du circuit de production. Ces dispositifs sont actionnés soit par manœuvre directe, soit par télécommande. Dans tous les cas, leurs commandes sont regroupées en un même lieu accessible en toutes circonstances, notamment par les services de secours. Par ailleurs, ces dispositifs sont à coupure omnipolaire et simultanée. Cette disposition est applicable uniquement aux équipements photovoltaïques pour lesquels la demande de modification

de l'installation classée ou, le cas échéant, la demande d'autorisation d'exploiter comportant le projet d'implantation d'équipements photovoltaïques, est portée à la connaissance du préfet à compter du 1er septembre 2022.

En cas de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque, la coupure du circuit en courant continu s'effectue au plus près des panneaux photovoltaïques. Dans le cas d'équipements photovoltaïques positionnés en toiture, ces dispositifs de coupure sont situés en toiture.

**Constats:**

Des dispositifs de coupure d'urgence sont présents au niveau des onduleurs et à l'entrée du poste électrique basse tension.

La coupure du circuit en courant continu s'effectue au niveau des 2 onduleurs présents en extérieur à proximité des panneaux photovoltaïques.

**Type de suites proposées:** Sans suite

**N° 19: Câbles de courant continu**

**Référence réglementaire:** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 42

**Thème(s):** Risques accidentels, Équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque

**Prescription contrôlée:**

Les câbles de courant continu ne pénètrent pas dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion, identifiées dans l'étude de dangers.

Lorsque, pour des raisons techniques dûment justifiées par l'exploitant, ces câbles sont amenés à circuler dans une zone à risques d'incendie ou d'explosion, ils sont regroupés dans des chemins de câbles protégés contre les chocs mécaniques et présentant une performance minimale de résistance au feu EI 30. Leur présence est signalée pour éviter toute agression en cas d'intervention externe.

**Constats:**

Aucun câble de courant continu ne pénètre dans une zone à risque d'incendie ou d'explosion. Les câbles de courant continu sont présents entre les panneaux photovoltaïques au sol et les onduleurs à proximité.

Les câbles cheminant en extérieur, en façade et en toiture du bâtiment de production, conduisent du courant alternatif.

**Type de suites proposées:** Sans suite

**N° 20: Vérification de l'unité de production photovoltaïque**

**Référence réglementaire:** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 43

**Thème(s):** Risques accidentels, Équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque

**Prescription contrôlée:**

L'unité de production photovoltaïque est accessible et contrôlable. Cette disposition ne s'applique pas aux câbles eux-mêmes, mais uniquement à leur connectique.

L'exploitant procède à un contrôle annuel des équipements et éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Les modalités de ce contrôle tiennent compte de l'implantation géographique (milieu salin, atmosphère corrosive, cycles froid chaud de grandes amplitudes, etc.) et de l'activité conduite dans le bâtiment où l'unité est implantée. Ces modalités sont formalisées dans une procédure de contrôles.

Un contrôle des équipements et des éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque est également effectué à la suite de tout événement climatique susceptible d'affecter la sécurité de l'unité de production photovoltaïque.

Les résultats des contrôles ainsi que les actions correctives mises en place sont enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats:**

L'unité de production photovoltaïque est accessible et contrôlable. Les modalités du contrôle annuel des équipements et éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque et les éventuelles actions correctives mises en place n'ont pas été examinés et seront à communiquer à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées:** Sans suite